

S-201

Second Session, Forty-first Parliament,
62 Elizabeth II, 2013

SENATE OF CANADA

BILL S-201

An Act to prohibit and prevent genetic discrimination

FIRST READING, OCTOBER 17, 2013

THE HONOURABLE SENATOR COWAN

S-201

Deuxième session, quarante et unième législature,
62 Elizabeth II, 2013

SÉNAT DU CANADA

PROJET DE LOI S-201

Loi visant à interdire et à prévenir la discrimination génétique

PREMIÈRE LECTURE LE 17 OCTOBRE 2013

L'HONORABLE SÉNATEUR COWAN

SUMMARY

This enactment prohibits any person from requiring an individual to undergo a genetic test or disclose the results of a genetic test as a condition of providing goods or services to, entering into or continuing a contract with, or offering specific conditions in a contract with the individual. Exceptions are provided for medical practitioners and researchers, as well as for insurance providers in respect of high-value insurance contracts if provincial laws expressly permit a requirement that existing genetic test results be disclosed.

The enactment amends the *Canada Labour Code* to protect employees from being required to undergo or to disclose the results of a genetic test, and provides employees with other protections related to genetic testing and test results. It also amends the *Canadian Human Rights Act* to prohibit discrimination on the ground of genetic characteristics.

SOMMAIRE

Le texte interdit à quiconque d'obliger une personne à subir un test génétique ou à en communiquer les résultats comme condition requise pour lui fournir des biens et services, pour conclure ou maintenir un contrat avec elle ou pour lui offrir des modalités particulières dans un contrat. Il prévoit des exceptions pour les médecins et les chercheurs ainsi que pour les fournisseurs d'assurance dans le cas de contrats d'assurance à valeur élevée, lorsque les lois provinciales autorisent expressément ceux-ci à exiger la communication des résultats des tests génétiques réalisés.

Le texte modifie également le *Code canadien du travail* afin d'offrir aux employés une protection contre l'obligation de subir un test génétique ou d'en communiquer les résultats, ainsi que d'autres protections relatives aux tests génétiques et aux résultats de ceux-ci, de même que la *Loi canadienne sur les droits de la personne* afin d'interdire la discrimination fondée sur des caractéristiques génétiques.

SENATE OF CANADA

SÉNAT DU CANADA

BILL S-201

PROJET DE LOI S-201

An Act to prohibit and prevent genetic discrimination

Loi visant à interdire et à prévenir la discrimination génétique

Her Majesty, by and with the advice and consent of the Senate and House of Commons of Canada, enacts as follows:

Sa Majesté, sur l'avis et avec le consentement du Sénat et de la Chambre des communes du Canada, édicte :

SHORT TITLE

TITRE ABRÉGÉ

Short title

1. This Act may be cited as the *Genetic Non-Discrimination Act*.

5

1. *Loi sur la non-discrimination génétique*.

Titre abrégé

INTERPRETATION

DÉFINITIONS

Definitions

2. The following definitions apply in this Act.

2. Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente loi. 5 Définitions

“disclose”
« *communiquer* »

“disclose” includes to authorize disclosure.

« *communiquer* » Est assimilé à l'acte de communiquer le fait d'autoriser la communication.

« *communiquer* »
“*disclose*”

“genetic test”
« *test génétique* »

“genetic test” means a test that analyzes DNA, RNA or chromosomes for purposes such as the prediction of disease or vertical transmission risks, or monitoring, diagnosis or prognosis.

« *test génétique* » Test visant l'analyse de l'ADN, de l'ARN ou des chromosomes à des fins telles la prédiction de maladies ou de risques de transmission verticale, ou la surveillance, le diagnostic ou le pronostic. 10 « *test génétique* »
“*genetic test*”

PROHIBITIONS

INTERDICTIONS

Genetic test

3. (1) It is prohibited for any person to require an individual to undergo a genetic test as a condition of

3. (1) Nul ne peut obliger une personne à subir un test génétique comme condition 15 requise, selon le cas :

(a) providing goods or services to that individual;

a) pour lui fournir des biens ou services;

(b) entering into or continuing a contract or agreement with that individual; or

b) pour conclure ou maintenir un contrat ou une entente avec elle; 20

(c) offering or continuing specific terms or conditions in a contract or agreement with that individual. 20

c) pour offrir ou maintenir des modalités particulières d'un contrat ou d'une entente avec elle.

Refusal to undergo genetic test	(2) It is prohibited for any person to refuse to engage in an activity described in any of paragraphs (1)(a) to (c) in respect of an individual on the grounds that the individual has refused to undergo a genetic test.	(2) Nul ne peut refuser d'exercer une activité visée à l'un des alinéas (1)a) à c) à l'égard d'une personne au motif qu'elle a refusé de subir un test génétique.	Refus de subir un test génétique
Disclosure of genetic test results	4. (1) It is prohibited for any person to require an individual to disclose the results of a genetic test as a condition of engaging in an activity described in any of paragraphs 3(1)(a) to (c).	4. (1) Nul ne peut obliger une personne à communiquer les résultats d'un test génétique comme condition de l'exercice d'une activité visée à l'un des alinéas 3(1)a) à c).	5 Communication des résultats d'un test génétique
Refusal to disclose genetic test results	(2) It is prohibited for any person to refuse to engage in an activity described in any of paragraphs 3(1)(a) to (c) in respect of an individual on the grounds that the individual has refused to disclose the results of a genetic test.	(2) Nul ne peut refuser d'exercer une activité visée à l'un des alinéas 3(1)a) à c) à l'égard d'une personne au motif qu'elle a refusé de communiquer les résultats d'un test génétique.	10 Refus de communiquer les résultats d'un test génétique
Exceptions: medical professionals and researchers	5. Sections 3 and 4 do not apply to (a) a physician or other medical professional in respect of an individual to whom they are providing medical care; or (b) a person who is conducting medical or scientific research in respect of an individual who is a participant in the research.	5. Sont exclus de l'application des articles 3 et 4 : a) le médecin et tout autre professionnel de la santé qui fournissent des soins médicaux à une personne; b) tout chercheur qui effectue de la recherche médicale ou scientifique à laquelle participe une personne.	20 Exceptions : professionnels de la santé et chercheurs
Provincial exemption for high-value insurance contracts	6. Section 4 does not apply in respect of a contract of insurance for an amount that exceeds \$1,000,000 or that pays a benefit of more than \$75,000 per annum if an applicable provincial enactment expressly permits an insurer to require an individual to disclose any existing genetic test results as a condition of entering into or continuing such a contract with that individual, or offering or continuing specific terms or conditions in such a contract with that individual.	6. Est exclu de l'application de l'article 4 le contrat d'assurance dont le montant est supérieur à un million de dollars ou qui prévoit le versement d'une prestation de plus de soixante-quinze mille dollars par année lorsqu'un texte législatif provincial autorise expressément l'assureur à exiger qu'une personne communique les résultats de tout test génétique réalisé comme condition requise pour conclure ou maintenir un tel contrat avec elle, ou pour lui offrir ou maintenir des modalités particulières dans ce contrat.	25 Exemptions provinciales relatives aux contrats d'assurance à valeur élevée

OFFENCES AND PUNISHMENT

INFRACTIONS ET PEINES

Contravention of section 3 or 4	7. Every person who contravenes section 3 or 4 is guilty of an offence and is liable (a) on conviction on indictment, to a fine not exceeding \$1,000,000 or to imprisonment for a term not exceeding five years, or to both; or (b) on summary conviction, to a fine not exceeding \$300,000 or to imprisonment for a term not exceeding twelve months, or to both.	7. Quiconque contrevient aux articles 3 ou 4 commet une infraction et encourt, sur déclaration de culpabilité : a) par mise en accusation, une amende maximale de un million de dollars et un emprisonnement maximal de cinq ans, ou l'une de ces peines;	35 Contravention aux articles 3 ou 4
---------------------------------	--	--	--------------------------------------

b) par procédure sommaire, une amende maximale de trois cent mille dollars et un emprisonnement maximal de douze mois, ou l'une de ces peines.

R.S., c. L-2

CANADA LABOUR CODE

CODE CANADIEN DU TRAVAIL

L.R., ch. L-2

8. The *Canada Labour Code* is amended by adding the following after section 247.97:

8. Le *Code canadien du travail* est modifié 5 par adjonction, après l'article 247.97, de ce qui suit :

	DIVISION XV.3 GENETIC TESTING		SECTION XV.3 TESTS GÉNÉTIQUES	
Definitions	247.98 (1) The following definitions apply in this Division.		247.98 (1) Les définitions qui suivent s'appliquent à la présente section.	Définitions
"disclose" « communiquer »	"disclose" includes to authorize disclosure.	5	« communiquer » Est assimilé à l'acte de communiquer le fait d'autoriser la communication.	« communiquer » "disclose"
"genetic test" « test génétique »	"genetic test", in relation to an employee, means a test that analyzes the employee's DNA, RNA or chromosomes for purposes such as the prediction of disease or vertical transmission risks, or monitoring, diagnosis or prognosis.	10	« test génétique » Test visant l'analyse de l'ADN, de l'ARN ou des chromosomes de l'employé à des fins telles la prédiction de maladies ou de risques de transmission verticale, ou la surveillance, le diagnostic ou le pronostic.	« test génétique » "genetic test"
Genetic test	(2) Every employee is entitled not to undergo or be required to undergo a genetic test.		(2) Tout employé a le droit de ne pas subir ni être obligé de subir un test génétique.	Test génétique
Disclosure of genetic test results	(3) Every employee is entitled not to disclose or be required to disclose the results of a genetic test.	15	(3) Tout employé a le droit de ne pas communiquer ni être obligé de communiquer les résultats d'un test génétique.	Communication des résultats d'un test génétique
Disciplinary action	(4) No employer shall dismiss, suspend, lay off or demote an employee, impose a financial or other penalty on an employee, or refuse to pay an employee remuneration in respect of any period that the employee would, but for the exercise of the employee's rights under this Division, have worked, or take any disciplinary action against or threaten to take any such action against an employee	20	(4) Il est interdit à l'employeur de congédier, suspendre, mettre à pied ou rétrograder un employé ou de lui imposer une sanction pécuniaire ou autre ou de refuser de lui verser la rémunération afférente à la période au cours de laquelle il aurait travaillé s'il ne s'était pas prévalu des droits prévus par la présente section, ou de prendre — ou menacer de prendre — des mesures disciplinaires contre lui pour l'un ou l'autre des motifs suivants :	Mesures disciplinaires interdites
	(a) because the employee refused a request by the employer to undergo a genetic test;	25	a) son refus de subir un test génétique à la demande de l'employeur;	35
	(b) because the employee refused to disclose the results of a genetic test; or		b) son refus de communiquer les résultats d'un test génétique;	
	(c) on the basis of the results of a genetic test undergone by the employee.	30	c) les résultats d'un test génétique qu'il a subi.	

Disclosure by third party	(5) No person shall disclose to an employer that an employee has undergone a genetic test, or disclose to an employer the results of a genetic test, without the written permission of the employee.	5	(5) Nul ne peut communiquer à l'employeur le fait qu'un employé a subi un test génétique ou les résultats d'un tel test sans la permission écrite de l'employé.	Communication par un tiers
Receipt or use of genetic test results	(6) No employer shall receive or use the results of a genetic test without the written permission of the employee who has undergone the test.		(6) Il est interdit à l'employeur de recevoir ou d'utiliser les résultats d'un test génétique subi par un employé sans la permission écrite de celui-ci.	5 Réception ou utilisation des résultats d'un test génétique
Complaint to inspector	247.99 (1) An employee who alleges that an employer has taken action against the employee in contravention of subsection 247.98(4) may make a complaint in writing to an inspector.	10	247.99 (1) L'employé peut déposer une plainte écrite auprès d'un inspecteur au motif que son employeur a pris, à son endroit, des mesures contraires au paragraphe 247.98(4).	10 Plainte à un inspecteur
Time for making complaint	(2) Subject to subsection (3), the complaint shall be made to the inspector not later than 90 days after the date on which the complainant knew, or in the inspector's opinion ought to have known, of the action or circumstances giving rise to the complaint.	15	(2) Sous réserve du paragraphe (3), la plainte est déposée auprès de l'inspecteur dans les quatre-vingt-dix jours suivant la date où le plaignant a eu connaissance — ou, selon l'inspecteur, aurait dû avoir connaissance — de l'acte ou des circonstances y ayant donné lieu.	15 Délai
Extension of time	(3) The Minister may extend the period of time referred to in subsection (2) if the Minister is satisfied that a complaint was made in that period to a government official who had no authority to deal with the complaint but that the employee making the complaint believed the official had that authority.	20	(3) Le ministre peut proroger le délai fixé au paragraphe (2) dans les cas où il est convaincu que l'intéressé a déposé sa plainte à temps mais auprès d'un fonctionnaire qu'il croyait, à tort, habilité à la recevoir.	20 Prorogation du délai
Assistance to parties	(4) On receipt of a complaint made under subsection (1), an inspector shall endeavour to assist the parties to the complaint to settle the complaint or cause another inspector to do so.	30	(4) Dès réception de la plainte, l'inspecteur s'efforce de concilier les parties ou confie cette tâche à un autre inspecteur.	25 Conciliation par l'inspecteur
Where complaint not settled within reasonable time	(5) Where a complaint is not settled under subsection (4) within such period as the inspector endeavouring to assist the parties pursuant to that subsection considers to be reasonable in the circumstances, the inspector shall, on the written request of the employee who made the complaint that the complaint be referred to an adjudicator under subsection (6), (a) report to the Minister that the endeavour to assist the parties to settle the complaint has not succeeded; and (b) deliver to the Minister the complaint made under subsection (1) and any other statements or documents the inspector has that relate to the complaint.	35 40 45	(5) Si la conciliation n'aboutit pas dans un délai qu'il estime raisonnable en l'occurrence, l'inspecteur, sur demande écrite du plaignant de renvoyer le cas à un arbitre conformément au paragraphe (6): a) fait rapport au ministre de l'échec de son intervention; b) transmet au ministre la plainte accompagnée des autres déclarations ou documents s'y rapportant.	30 35 35 Cas d'échec

Reference to adjudicator	<p>(6) The Minister may, on receipt of a report pursuant to subsection (5), appoint any person that the Minister considers appropriate as an adjudicator to hear and adjudicate on the complaint in respect of which the report was made, and refer the complaint to the adjudicator.</p>	<p>(6) Sur réception du rapport visé au paragraphe (5), le ministre peut désigner en qualité d'arbitre la personne qu'il juge qualifiée pour entendre et trancher l'affaire et lui transmettre la plainte.</p>	<p>Renvoi à un arbitre 5</p>
Decision of adjudicator	<p>(7) An adjudicator to whom a complaint has been referred under subsection (6) shall</p> <p>(a) consider whether the employer has contravened subsection 247.98(4) and render a decision on it; and</p> <p>(b) send a copy of the decision with the reasons for the decision to each party to the complaint and to the Minister.</p>	<p>(7) Pour l'examen du cas dont il est saisi, l'arbitre :</p> <p>a) détermine si l'employeur a contrevenu au paragraphe 247.98(4) et rend une décision sur la question;</p> <p>b) transmet une copie de sa décision, motifs à l'appui, à chaque partie ainsi qu'au ministre.</p>	<p>Décision de l'arbitre 10</p>
Orders	<p>(8) If an adjudicator decides pursuant to subsection (7) that an employer has contravened subsection 247.98(4), the adjudicator may, by order, require the employer to cease contravening that subsection and may, if applicable, by order, require the employer to</p> <p>(a) permit the employee to return to the duties of their employment;</p> <p>(b) reinstate the former employee;</p> <p>(c) pay to the employee or former employee compensation not exceeding the sum that, in the adjudicator's opinion, is equivalent to the remuneration that would, but for the contravention, have been paid by the employer to the employee or former employee;</p> <p>(d) rescind any disciplinary action taken in respect of the contravention and pay compensation to the employee, not exceeding the sum that, in the adjudicator's opinion, is equivalent to any financial or other penalty imposed on the employee by the employer; and</p> <p>(e) do any other like thing that it is equitable to require the employer to do in order to remedy or counteract any consequences of the contravention.</p>	<p>(8) S'il détermine, conformément au paragraphe (7), que l'employeur a contrevenu au paragraphe 247.98(4), l'arbitre peut, par ordonnance, enjoindre à celui-ci de cesser d'y contrevenir et en outre, s'il y a lieu :</p> <p>a) de permettre à l'employé de reprendre son travail;</p> <p>b) de réintégrer l'employé dans son poste;</p> <p>c) de verser à l'employé ou à l'ancien employé une indemnité équivalant au plus, à son avis, à la rémunération qui lui aurait été payée s'il n'y avait pas eu contravention;</p> <p>d) d'annuler toute mesure disciplinaire prise à l'encontre de l'employé et de payer à celui-ci une indemnité équivalant au plus, à son avis, à la sanction pécuniaire ou autre qui lui a été imposée par l'employeur;</p> <p>e) de prendre toute autre mesure qui soit équitable et de nature à remédier ou à parer aux effets de la contravention.</p>	<p>Ordonnances 20 25 30 40</p>
Application of provisions	<p>(9) Subsection 242(2) applies to a complaint that has been referred to an adjudicator under subsection (6), sections 243 and 244 apply to an order of an adjudicator under subsection (8),</p>	<p>(9) Le paragraphe 242(2) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à la plainte renvoyée à un arbitre conformément au paragraphe (6); les articles 243 et 244 s'appliquent, avec les adaptations nécessaires, à l'ordonnance de l'arbitre visée au paragraphe (8); et le para-</p>	<p>Application des dispositions 35</p>

and subsection 246(1) applies to an employee who makes a complaint under subsection (1), with any necessary modifications.

graphe 246(1) s'applique, avec les adaptations nécessaires, à l'employé qui dépose une plainte en vertu du paragraphe (1).

R.S., c. H-6

CANADIAN HUMAN RIGHTS ACT

LOI CANADIENNE SUR LES DROITS DE LA PERSONNE

L.R., ch. H-6

9. Section 2 of the *Canadian Human Rights Act* is replaced by the following:

9. L'article 2 de la *Loi canadienne sur les droits de la personne* est remplacé par ce qui suit :

Purpose

2. The purpose of this Act is to extend the laws in Canada to give effect, within the purview of matters coming within the legislative authority of Parliament, to the principle that all individuals should have an opportunity equal with other individuals to make for themselves the lives that they are able and wish to have and to have their needs accommodated, consistent with their duties and obligations as members of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, genetic characteristics, disability or conviction for an offence for which a pardon has been granted or in respect of which a record suspension has been ordered.

2. La présente loi a pour objet de compléter la législation canadienne en donnant effet, dans le champ de compétence du Parlement du Canada, au principe suivant: le droit de tous les individus, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement et à la prise de mesures visant à la satisfaction de leurs besoins, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, les caractéristiques génétiques, la déficience ou l'état de personne graciée.

Objet

10. Subsection 3(1) of the Act is replaced by the following:

10. Le paragraphe 3(1) de la même loi est remplacé par ce qui suit :

Prohibited grounds of discrimination

3. (1) For all purposes of this Act, the prohibited grounds of discrimination are race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, genetic characteristics, disability and conviction for an offence for which a pardon has been granted or in respect of which a record suspension has been ordered.

3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, les caractéristiques génétiques, l'état de personne graciée ou la déficience.

Motifs de distinction illicite

11. The Act is amended by adding the following after section 3.1:

11. La même loi est modifiée par adjonction, après l'article 3.1, de ce qui suit :

Genetic characteristics

3.2 (1) Discrimination on the ground of genetic characteristics includes discrimination based on the refusal of a request to undergo a genetic test or to disclose, or authorize the disclosure of, the results of a genetic test.

3.2 (1) La distinction fondée sur les caractéristiques génétiques comprend celle fondée sur le refus d'une personne, à la suite d'une demande, de subir un test génétique, de communiquer les résultats d'un tel test ou d'autoriser la communication de ces résultats.

Caractéristiques génétiques

Meaning of
"genetic test"

(2) In this section, "genetic test" means a test that analyzes DNA, RNA or chromosomes for purposes such as the prediction of disease or vertical transmission risks, or monitoring, diagnosis or prognosis.

(2) Au présent article, « test génétique » s'entend d'un test visant l'analyse de l'ADN, de l'ARN ou des chromosomes à des fins telles la prédiction de maladies ou de risques de transmission verticale, ou la surveillance, le diagnostic ou le pronostic.

Définition de
« test
génétique »

EXPLANATORY NOTES

NOTES EXPLICATIVES

*Canada Labour Code**Code canadien du travail*

Clause 8: New.

Article 8: Nouveau.

*Canadian Human Rights Act**Loi canadienne sur les droits de la personne*

Clause 9: Existing text of section 2:

Article 9: Texte de l'article 2 :

2. The purpose of this Act is to extend the laws in Canada to give effect, within the purview of matters coming within the legislative authority of Parliament, to the principle that all individuals should have an opportunity equal with other individuals to make for themselves the lives that they are able and wish to have and to have their needs accommodated, consistent with their duties and obligations as members of society, without being hindered in or prevented from doing so by discriminatory practices based on race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, disability or conviction for an offence for which a pardon has been granted or in respect of which a record suspension has been ordered.

2. La présente loi a pour objet de compléter la législation canadienne en donnant effet, dans le champ de compétence du Parlement du Canada, au principe suivant : le droit de tous les individus, dans la mesure compatible avec leurs devoirs et obligations au sein de la société, à l'égalité des chances d'épanouissement et à la prise de mesures visant à la satisfaction de leurs besoins, indépendamment des considérations fondées sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, la déficience ou l'état de personne graciée.

Clause 10: Existing text of subsection 3(1):

Article 10: Texte du paragraphe 3(1) :

3. (1) For all purposes of this Act, the prohibited grounds of discrimination are race, national or ethnic origin, colour, religion, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, disability and conviction for an offence for which a pardon has been granted or in respect of which a record suspension has been ordered.

3. (1) Pour l'application de la présente loi, les motifs de distinction illicite sont ceux qui sont fondés sur la race, l'origine nationale ou ethnique, la couleur, la religion, l'âge, le sexe, l'orientation sexuelle, l'état matrimonial, la situation de famille, l'état de personne graciée ou la déficience.

Clause 11: New.

Article 11: Nouveau.



Available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:
Disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :
<http://www.parl.gc.ca>